

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

**Arrêté du 22 décembre 2023
portant mise en demeure à la société SCHROLL
pour son site situé 75 rue Prunier
à COLMAR pour l'organisation des entreposages de déchets**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté du 18 octobre 2018 portant prescriptions complémentaires à la société SCHROLL
sise rue du Prunier à Colmar ;

VU l'arrêté du 16 novembre 2017 portant prescriptions complémentaires et modificatives à
l'autorisation du 25 novembre 2010 délivrée à la société SCHROLL, pour exploiter une unité
de collecte, tri et traitement de papiers, cartons, matières plastiques et bois à Colmar, 75 rue
du Prunier ;

VU l'arrêté n° 201032916 du 25 novembre 2010 portant autorisation, à la société SCHROLL,
d'exploiter une unité de collecte, tri et traitement de papiers, cartons, matières plastiques et
bois à Colmar, 75 rue Prunier ;

VU le rapport du 06 novembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement
et du logement (Dreal), chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats
effectués lors de la visite du 17 octobre 2023 ;

VU la lettre du 29 novembre 2023 de la société SCHROLL ;

Considérant que l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé dispose que
les stockages de traverses de chemin de fer sont réalisés à une hauteur maximale de 3 mètres
et à plus de 5 mètres des limites de propriété ; qu'il a été constaté que les stockages de

traverses de chemin de fer sont réalisés jusqu'à une hauteur de 4 mètres et que des dépôts sont réalisés contre la limite de propriété ;

Considérant que l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé dispose que seuls les déchets non dangereux sont admis sur l'espace Recyparc ; qu'il a été constaté que l'exploitant accepte des déchets dangereux (huiles, déchets pâteux de type peintures) ; que par lettre du 29 novembre 2023 susvisée l'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches pour régulariser la situation en préparant un porter à connaissance ; qu'il estime le délai nécessaire à 3 mois ;

Considérant que l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé dispose que seuls les déchets non dangereux sont entreposés à plus de 10 mètres des limites de propriété et qu'une distance de 5 mètres est respectée entre les îlots d'entreposage ; qu'il a été constaté que ces distances ne sont pas respectées le long de la limite est ; que par lettre du 29 novembre 2023 susvisée l'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches pour régulariser la situation en préparant un porter à connaissance ; qu'il estime le délai nécessaire à 3 mois ;

Considérant les termes de l'article L. 171-8 du code de l'environnement « *I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine.* »

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : La société SCHROLL, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées 75 rue Prunier à Colmar (68000), les prescriptions reprises ci-après dans les délais prévus aux articles suivants.

Article 2 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :

« Stockage extérieur de bois traité

[...]

La hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'aire de stockage est située à plus de 5 m des limites de propriété et du hall ».

Article 3 : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :

« Hall

Le hall accueille les activités suivantes :

[...]

Espace Recyparc sur une aire de 2000 m²

▪ Seuls les déchets non dangereux sont acceptés sur l'espace Recyparc ».

Article 4: Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :

« Stockages extérieurs de déchets non dangereux

Les stockages extérieurs de déchets non dangereux sont [...], séparés par des espaces de 5 m au minimum et situés à plus de 10 m du hall et des limites de propriété

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SCHROLL.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.